

du combustible; j'ai soulevé la question à la Chambre en 1923 mais je me suis heurté à un mur de pierre. On ne croyait pas à l'efficacité d'un régime national de primes, de subventions et de subsides qui aurait permis de transporter dans les provinces du centre le charbon de l'Alberta et des Provinces maritimes. Après s'y être opposé pendant cinq ans, le Gouvernement a adopté un tel régime. L'Ontario désire utiliser la houille du pays de Galles, de l'Alberta et des Provinces maritimes à la condition de pouvoir s'en procurer, mais on ne prend aucune mesure pour lui en fournir. L'hiver prochain, la situation sera désespérée; les vieillards pensionnés gèleront chez eux. Il ne saurait en être autrement.

Non seulement y a-t-il lieu d'adopter un programme national du combustible mais également un programme national de l'énergie électrique, comme je l'ai préconisé en 1924. Un document qui m'a été remis à cette époque révélait que le Canada pouvait aménager 45 millions de chevaux-vapeur d'énergie électrique; or on n'en a aménagé qu'un sixième seulement, soit 7 millions; certaines centrales électriques ne fonctionnent qu'en été. On a démontré que nous n'avions pas été assez progressifs, que nous aurions dû utiliser davantage nos ressources hydroélectriques à des fins de chauffage, lorsque c'était possible. J'ai été étonné de constater en 1927, lors d'un voyage que j'ai fait en Colombie-Britannique, le peu de progrès réalisés de ce côté par cette province, l'une des plus riches en houille blanche. Ce serait une excellente solution aux difficultés qu'on éprouve dans cette partie-là du pays en ce qui a trait au combustible.

J'ai constaté avec étonnement que personne ne désire acheter une maison lorsque le propriétaire lui-même n'est pas libre de l'habiter. Les plaintes se multiplient. Les entrepreneurs ne veulent pas construire de maisons. A Toronto, de 65 à 70 p. 100 de nos citoyens avaient l'habitude d'être propriétaires de leurs habitations. Actuellement les entrepreneurs cessent de construire des habitations parce que personne, ne désire posséder de maisons ou d'autres biens immobiliers. Le Gouvernement devrait y voir, car l'architecte de la municipalité de Toronto, M. Gillies, disait l'autre jour que la pénurie de terrains à prix modique dans les limites de la ville et le coût excessif des matériaux et de la main-d'œuvre ont mis la construction hors de la portée des gens. J'ai quelques questions à poser au Gouvernement. Pourquoi y a-t-il crise du logement? Le Gouvernement ne se rend-il pas compte de la gravité que revêtira ce problème l'hiver prochain? Dans quel délai construira-t-on ces

maisons? Pourquoi ne pourrait-on recruter les ouvriers du bâtiment parmi les démobilisés et parmi les travailleurs des usines? Et les ouvriers du bâtiment dont nous disposons aujourd'hui sont-ils tous employés à la construction de maisons? Non. Allez faire un tour dans les rues d'Ottawa et aux terrains de jeux; vous trouverez vous-même la réponse à cette question. Le programme de construction de logements du Gouvernement restera-t-il en panne parce que les autorités publiques ne peuvent obtenir de terrains? Que feront les gens en attendant que l'on construise des maisons? Nos anciens combattants habitent des taudis et des soubassements bien qu'ils aient affecté leurs gratifications à l'achat de maisons dont ils ne peuvent prendre possession. Le bâtiment sera exceptionnellement actif pendant cinq ans, puis ce sera le marasme.

En 1935, sur mes instances, le gouvernement Bennett instituait une commission parlementaire qu'il chargeait d'étudier la question de l'habitation et de la reconstruction. Le comité procéda à cet examen, son rapport fut adopté, on prêta de l'argent à un taux modique par l'entremise des banques, affectant 86 millions à la construction de maisons dans les villes, partout au pays. On ne perdit, dans cette entreprise, que \$16,000. Voilà la méthode qu'il nous faudrait aujourd'hui.

D'ailleurs, qui va se charger de construire? Personne ne veut construire, sauf l'Etat. La construction est tellement chère que la classe ouvrière ne peut acquitter le loyer demandé. Que dire maintenant des matériaux pour ces maisons, et du prix de ces matériaux? Que fait le Gouvernement à ce propos? Rien que je sache. Les matériaux coûtent des prix fous, sans compter qu'ils sont rares. C'est pourquoi un des leaders, dans l'autre Chambre, a dit que personne ne veut construire ni posséder une maison. Et que dire du prix des maisons neuves et du loyer des maisons temporaires? Et par-dessus le marché, nous avons une régie qui interdit à n'importe qui de prendre possession d'une maison lui appartenant. Nous avons de l'argent à jeter par toutes les fenêtres. Où puisons-nous les fonds pour les Jeux olympiques outre-mer? Quatre mille personnes s'y rendent quand les vivres, le combustible et les logements sont rares et la navigation insuffisante! Le moment n'est-il pas venu de supprimer de telles affectations des deniers publics et d'inviter les participants à acquitter leurs propres frais? L'Etat affecte un crédit de \$17,500 aux Jeux olympiques; mieux vaudrait que ceux qui désirent s'y rendre, participants, fonctionnaires, personnes munies d'insignes,—4,000 personnes,—y aillent à leurs frais. Où logera-t-on tout ce monde, à Londres? Les Jeux devraient être remis